

Communiqué du 21/04/2023

Luca De Meo et le revers de la médaille

Mardi 18 avril, le ministre de l'Économie a décerné à Luca De Meo la médaille de Chevalier de la Légion d'honneur qui « récompense des mérites éminents acquis au service de la nation ». Mais de quels mérites s'agit-il ?

La cérémonie a eu lieu au Technocentre Renault de Guyancourt à 18h en catimini sans que les salariés en soient prévenus à l'avance. Selon le communiqué interne de la direction mis en ligne le lendemain « *cette distinction reconnaît le rôle majeur de Luca de Meo dans le redressement de Renault group* ».

D'après le site Internet de la Grande Chancellerie, la Légion d'honneur est censée récompenser le fait d'« *avoir œuvré pour le bien de la nation et non en fonction d'un intérêt propre exclusif* » depuis « *un minimum de 20 ans* ». Or après avoir travaillé 5 ans chez Renault au marketing de 1992 à 1997, Luca De Meo a passé 23 ans à grimper les échelons chez Toyota, Fiat puis Volkswagen avant d'être propulsé Directeur Général de Renault en janvier 2020, à la faveur de la chute de Carlos Ghosn lui-même décoré de la légion d'honneur en 2002 pour avoir « *sauvé* » Nissan. Un sauveur en chasse un autre...

Mais de quels « *mérites éminents acquis au service de la nation* » pourrait-il bien s'agir ?

- **Celui de conduire la destruction des acquis sociaux ?**

Après avoir augmenté le temps de travail annuel et revu à la baisse la rémunération des heures supplémentaires, la direction de Renault a dénoncé tous ses accords d'entreprise. L'entreprise entend renégocier tous les droits des salariés pour 2024, jusqu'à mettre fin à la reconnaissance des diplômes et des qualifications. A la clé : une « *simplification* » des droits avec un nivellement par le bas.

- **Celui de conduire la réduction des emplois ?**

De Ruptures Conventionnelles Collectives en Dispenses d'Activité, en passant par des transferts d'activités vers les pays à bas-coûts, plus de 1700 emplois Renault ont été supprimés dans l'Ingénierie/Tertiaire en 2 ans en France. Pour 2023, le plan « Challenge 1000 » a pour objectif la délocalisation de 1000 emplois à temps plein (ETP), principalement tenus par des prestataires, dans une fuite en avant vers la baisse des coûts.

Tout cela s'ajoute au démantèlement de Renault, qui brade ses activités thermiques et hybrides au chinois Geely à la recherche de cash. Mais soyons tranquilles, le gouvernement promet une reprise des créations d'emplois et des relocalisations.

- **Celui de contribuer activement à l'inflation pour mieux majorer ses propres avantages ?**

La politique de la marge décrétée par Luca de Meo a conduit à une augmentation du prix des voitures de 28% en moins de 3 ans, élément déterminant pour lui accorder une rémunération de 4,5 millions d'euros en 2022. Qui a dit que l'inflation n'était pas alimentée par l'augmentation des marges des entreprises ?

- **Celui d'être au-dessus des lois ?**

Renault maintient volontairement le Technocentre dans un cadre délictuel de travail dissimulé, pour lequel il a été reconnu coupable et condamné en décembre 2021, sur fond de fraude aux salaires et aux cotisations sociales. Le gouvernement n'est-il pas justement en train de partir en guerre contre la fraude sociale ?

Bien qu'il soit garant de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle, Bruno Lemaire ne s'est pas encombré d'un tel bilan. Lorsqu'on représente une monarchie républicaine, toutes les occasions semblent bonnes pour flatter l'aristocratie industrielle. Et ce ne sont pas quelques tâches sur un costume italien qui empêche d'y accrocher une médaille.